

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Rétrécissement de l'espace de la société civile: Trouver l'équilibre

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

Un champs d'action limité en temps de guerre

2

dossier

Colombie – propositions de la société civile

Serbie – Défendre l'espace civil dans un «État capturé»

Soufra cafétéria – un espace pour la société civile

Sortir de l'état de choc: que pouvons-nous faire?

3

pour aller plus loin

Plaidoyer – Un pont entre activistes et communauté internationale

4

actualité

Formez-vous avec un CAS en promotion de la paix!

5

calendrier

Evénements

editorial

Le rétrécissement de l'espace de la société civile est une préoccupation qui perdure depuis une décennie, mais plus récemment, les organisations de KOFF et leurs partenaires constatent une aggravation de la situation. La pandémie de COVID-19, par exemple, et les restrictions sanitaires qui en découlent pour limiter la propagation du virus, ont servi de prétexte pour restreindre davantage les libertés civiles.

Dans des États de plus en plus autocratiques, les organisations de développement, d'aide humanitaire, de défense des droits humains et de consolidation de la paix sont confrontées à des risques et à des obstacles différents selon leurs activités principales et le contexte politique dans lequel elles travaillent. Mais le schéma général est unanime : ces organisations doivent trouver un équilibre pour surmonter les restrictions et les menaces tout en continuant – dans la mesure du possible – à mener leurs activités et à exprimer leurs revendications.

De la création de nouveaux espaces pour la société civile à la défense et à la protection des espaces existants, ce numéro vous donne un aperçu de la manière dont les organisations du KOFF et leurs partenaires survivent dans des environnements hostiles.

Bonne lecture!

Sanjally Jobarteh, rédactrice du magazine de KOFF

La plateforme suisse pour la promotion de la paix KOFF publie le magazine sur la paix « à propos ». Ce faisant, elle crée une plateforme pour les différentes expériences et perspectives de ses membres et partenaires. Les articles du magazine reflètent uniquement les opinions des auteur-e-s et non celles de KOFF ou de swisspeace.

point fort

Un champs d'action limité en temps de guerre



Table ronde des femmes pour la paix, septembre 2021. Femmes de paix Autour du Monde (PWAG)

En temps de guerre, sortir de chez soi pour aller à sa boîte aux lettres ou à la boulangerie est dangereux. Il n'y a pas de sécurité, pas même auprès du voisinage immédiat. La guerre en Ukraine le démontre clairement. Et c'est aussi le cas là où il n'y a pas de guerre ouverte: les ONG engagées dans la promotion de la paix et les médias indépendants et critiques voient leur liberté d'expression et de réunion limitée, sont écartés de l'espace public, rendus invisibles et inaudibles.

La liberté de mouvement est un bien important, essentiel à l'interaction sociale et au travail en réseau. Sa restriction et sa criminalisation touchent le cœur du tissu social et sapent massivement les forces civiles. La question s'est posée dans le cadre du travail pour la paix et les droits de l'homme, où la résistance politique est clairement apparente ; le terme même de défenseur des droits humains s'est imposé ces dernières années comme un marqueur mettant en évidence les violations des droits de l'homme. Mais cela ne s'arrête pas là. De nombreuses personnes sont considérablement limitées dans leur vie quotidienne et privées de leurs ressources. Les possibilités de se ravitailler, de se rendre à un contrôle de santé ou encore d'établir des contacts sociaux sont limitées en raison de l'énorme risque d'attaque. Mais comme la sécurité de ces personnes ne figure guère dans les considérations politiques et du grand public, leurs voix ne sont souvent pas entendues.

Que se cache-t-il donc derrière le phénomène de «shrinking civil space» ou réduction de l'espace de la société civile et qu'est-ce qu'implique cette tendance, même en période de paix?

L'étendue de l'espace public civil est vague et multiple et dépend du contexte, du statut socio-économique des personnes et de leurs conditions de vie quotidiennes. La question est donc de savoir comment se manifestent ces restrictions qui reflètent la dynamique de pouvoir prévalant et l'état des structures démocratiques, qui les subit et quels dangers implique le dépassement de ces limites imposées.

Des restrictions lourdes de conséquences

La fermeture des espaces publics civils a des conséquences financières, juridiques, administratives et sociales. Elle provoque des traumatismes psychologiques et des ruptures culturelles, sapent des réseaux souvent essentiels, notamment pour les femmes, qui doivent répondre aux obligations qui leur sont assignées. Ainsi, en Ukraine, on remarque l'importance des visites de volontaires qui, au péril de leur vie, vont à la rencontre des femmes dont la mobilité est réduite par le travail de soins auprès de leurs proches.

Avec le soutien du réseau de Femmes de Paix Autour du Monde, les volontaires parviennent à apporter une aide d'urgence. Ils·elles fournissent et distribuent de l'eau potable, de la nourriture, des générateurs pour l'électricité ou des médicaments. L'accès limité à l'extérieur, par exemple au café ou au magasin, rend difficile le contact avec d'autres personnes. Isolées, les personnes concernées souffrent de solitude et les visites de ces volontaires sont souvent leur seul contact avec le monde extérieur.

La population est réduite au silence. Les espaces d'échange, où les diversités d'opinion pourraient être mises en valeur, se ferment. Ces restrictions sont l'illustration d'un abus de pouvoir, d'un mépris de la dignité humaine, le tout avec un impact social durable. Elles affectent les modèles culturels, les relations sociales, la pensée et l'action des gens.

Une femme de Luhansk nous a confié lors d'une des «tables rondes pour la paix» des femmes en septembre 2021 que la violence, l'abus, l'exclusion étaient des expériences ancrées dans leur esprit. Leur culture est celle de la peur – une source de méfiance et de repli sur soi. Elles perdent leur droit aux services de base et aux interactions sociales.

A long terme, ces restrictions minent le tissu social dynamique des espaces banals de la vie quotidienne. Nombre sont celles et ceux réduit·e·s au silence, non seulement par les forces de sécurité, mais aussi par le voisinage, les commerçant·e·s et les membres de leur famille.

Créer des espaces accessibles

Pour nous, cette intensification des restrictions est difficile à comprendre alors même que la société civile s'engage politiquement pour la démocratie, organise des manifestations, exerce une pression «vers le haut» à l'aide de résolutions, lorsque nos parlementaires exercent une influence politique par le biais d'interventions. Cela vaut pour de nombreux contextes marqués par la violence. Nous écoutons les défenseurs et défenseuses des droits humains, nous nous indignons. Pourtant, les violations des droits humains que

subissent les populations civiles dans les régions en conflit restent souvent invisibles et inaudibles.

Chez Femmes de Paix Autour du Monde, nous pensons qu'il est de notre devoir d'ouvrir des espaces pour que les histoires et les expériences banales des femmes dans les régions en conflit soient mises en lumière et que leurs voix soient entendues. Elles sont des témoins importants des violations des droits fondamentaux et de leurs conséquences, et ce leurs histoires sont essentielles pour les programmes de reconstruction ou de réparation. Les multiples descriptions des femmes sur la manière dont elles gèrent leur quotidien, et l'engagement des nombreux réseaux doivent être entendus, collectés et partagés. Tous les moyens sont nécessaires pour rendre à nouveau accessibles les espaces pour les réseaux sociaux, la solidarité de voisinage et l'échange. Cette exigence est vraiment essentielle, en particulier pour les femmes, et c'est notre mission.

Dans le même temps, nous devons nous-mêmes prendre conscience des restrictions de l'espace public en Suisse et les combattre. La surveillance (vidéo), les règlements d'utilisation des espaces publics, les interdictions de manifester, les ordres d'expulsion et d'éloignement peuvent être des mesures radicales qui limitent les droits fondamentaux des «individus différents».

Dans les sociétés démocratiques, il est tout de même possible de s'opposer à de telles mesures sans prendre trop de risques. La tendance est également observable en Suisse: l'industrie de la sécurité se développe. En temps de guerre, tout cela est exacerbé; la réduction globale des droits de tous dans l'espace public et civil. Nous nous y opposons, notamment grâce aux voix des femmes de l'est de l'Ukraine.

[Femmes de paix Autour du Monde \(PWAG\)](#)

Annemarie Sancar

Annemarie.Sancar@1000peacewomen.org

Responsable de projet et réseaux

[links](#)

- [Femmes de paix Autour du Monde \(PWAG\)](#)

dossier

Colombie – propositions de la société civile



Communauté de San Isidro à Caquetá, Colombie. Action de Carême

En Colombie, la population a de moins en moins de possibilités de participer activement à la prise de décision politique. La démocratie s'amenuise alors que la société civile a des revendications importantes à faire valoir. Seulement 30% des mesures prévues dans le cadre des accords de paix signés en 2016 avec les FARC ont été mises en œuvre. La violence se propage et l'impunité a atteint un taux incroyable de 90%.

Considérés comme «trop contraignants», la Cour constitutionnelle a décidé en 2018 d'invalider les référendums sur la protection de l'environnement, un mécanisme de participation important grâce auquel la population pouvait se prononcer sur «la préservation et le respect de la vie». Par exemple la consultation de Cajamarca, au cours de laquelle la population avait voté contre un projet minier, a constitué une étape importante à cet égard, bien que la décision de la Cour de justice ait malheureusement conduit à l'annulation de cette avancée démocratique, en négligeant le vote de la population.

Non seulement les espaces de participation se réduisent, mais le risque pour les personnes qui s'expriment en public, formulent des revendications et s'engagent pour la paix augmente. Ces dernières vivent dans la peur, sont menacées, intimidées et beaucoup finissent assassinées. Selon Indepaz, 171 dirigeant·e·s d'organisations de la société civile et 48 signataires de l'accord de paix ont été assassiné·e·s en 2021 (en date du 31 décembre 2021) et 96 massacres ont été perpétrés, faisant 338 victimes. Cette année, 36 massacres

et 133 victimes ont déjà été recensés.

Cependant, la population colombienne a continué à chercher des moyens d'exprimer et faire représenter ses intérêts. Ainsi, le 28 avril 2021, une grève nationale rassemblant plus de 100 mouvements, syndicats, collectifs, organisations, plateformes et communautés pour exprimer le mécontentement général face à cette situation et revendiquer des droits fondamentaux et environnementaux a duré huit semaines. Des dizaines de milliers de personnes, en particulier des jeunes, sont descendu-e-s dans la rue.

Les organisations environnementales (auxquelles se sont jointes SIEMBRA, CENSAT et d'autres partenaires d'Action de Carême) ont présenté huit revendications principales pendant la grève nationale :

1. La protection de la vie et de l'intégrité des écologistes.
2. Le respect de la consultation libre, préalable et informée de la population et le rétablissement du référendum comme mécanisme légal et légitime de participation, d'autonomie territoriale et de prise de décision des communautés sur l'avenir de leurs territoires.
3. L'interdiction de la pulvérisation du glyphosate.
4. L'arrêt de la déforestation, principalement en Amazonie.
5. La déclaration d'un moratoire sur les grands projets miniers, y compris celui de Cajamarca.
6. L'interdiction de la fracturation.
7. La garantie de la protection intégrale de l'eau en tant que bien commun.
8. La désescalade des mégaprojets en cours dans les domaines de l'hydroélectricité, du tourisme, de la navigation, des ports et des infrastructures.

150 organisations et mouvements tentent de garantir à la population un espace de participation et travaillent sur une initiative de loi sur la démocratie environnementale qui garantirait leur concertation quant à l'extraction des ressources. Ce projet de loi comprend 58 articles qui visent à créer un cadre strict conférant à la population un droit de participation aux décisions sur les demandes d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles non renouvelables. Le 22 juillet 2021, le projet de loi signé par 40 députés a été présenté à la Chambre des représentants. La procédure n'est pas encore terminée. Il reste à savoir si le gouvernement donnera suite à cette initiative.

Action de Carême

Alicia Medina

medina@fastenaktion.ch

Responsable de programme

links

- [Action de Carême](#)
- [Censat](#)
- [Loi sur la démocratie environnementale 1.1: 'Así nació la Ley de Democracia Ambiental' \(es\)](#)
- [Loi sur la démocratie environnementale 2.2: 'De esta manera el Gobierno impone el extractivismo' \(es\)](#)
- [Loi sur la démocratie environnementale 3: 'El ABC de la Ley de Democracia Ambiental' \(es\)](#)
- [Loi sur la démocratie environnementale 4: 'Las votaciones que se quieren robar' \(es\)](#)
- [Loi sur la démocratie environnementale 5: 'Guardianes de los territorios llegaron al Congreso' \(es\)](#)

dossier

Serbie – Défendre l'espace civil dans un «État capturé»



Rassemblement pour l'écologie à Belgrade, septembre 2021. Gorana Srdanov, Nova.rs/Helvetas

La Serbie est souvent considérée un «État capturé». Cela se traduit par un système de corruption à grande échelle qui abuse des institutions. Des individus détournent des ressources publiques, au détriment des droits et libertés des citoyen-ne-s et de l'intérêt public, et ce, sous une façade démocratique où les libertés et les institutions démocratiques n'ont qu'une existence formelle.

L'opposition des institutions aux actions civiques, pétitions ainsi qu'aux initiatives populaires, conduit à une marginalisation de la société civile. Le ciblage des activistes, particulièrement à l'échelon local, décourage les citoyen-ne-s de s'attaquer aux problèmes de leur communauté.

Au cours des deux dernières années, les activistes écologistes ont été victimes d'attaques et de pressions croissantes. La fin de l'année 2021 a été marquée par une vague de contestations citoyennes un peu partout en Serbie, en réaction à des problématiques sociétales épineuses affectant en particulier les communautés locales et leur environnement. Les mouvements écologistes recèlent du plus grand potentiel de résistance. Les gens vivant dans des zones affectées par l'accaparement des terres défendent leur espace de vie contre des investisseurs soutenu-e-s par l'État, malgré les

conséquences catastrophiques – effectives et potentielles – de leurs entreprises.

L'État a réagi instantanément aux contestations; le système de surveillance de masse intelligent installé à Belgrade a permis d'identifier de nombreux protestataires et de les punir illégalement pour avoir manifesté. La technologie mise à la disposition de la police fait l'objet d'intrusion dans la vie privée des citoyen-ne-s, avec des effets potentiellement dramatiques en matière de libertés et de droits humains, et constitue un frein à la démocratie.

En consortium avec une organisation de la société civile locale du nom de «Civil Initiatives», HELVETAS Swiss Intercooperation applique plusieurs stratégies pour soutenir la société civile serbe à travers un projet financé par la DDC et intitulé *ACT – For an active civil society together (2019 -2023)*:

- Forger les capacités organisationnelles des OSC par le biais d'un programme spécifique de développement des capacités. Un élément important de ce programme est le renforcement du lien entre les OSC et leurs circonscriptions afin de favoriser la compréhension et le soutien des citoyen-ne-s quant au travail des OSC.
- Accroître la participation des OSC aux réseaux et alliances, de manière à leur permettre d'unir leurs forces autour de causes bénéficiant à leurs circonscriptions et d'exercer une influence accrue sur les décisions et politiques publiques (grâce à des échanges entre pairs, ainsi qu'à des événements et formations collectives).

Helvetas

Gorana Radovanovic

Gorana.Radovanovic@helvetas.org

Cheffe d'équipe nationale ad-interim

links

- [Helvetas](#)
- [Open Society European Policy Institute \(2018\) "When Law Doesn't Rule: State Capture of the Judiciary, Prosecution, and Police in Serbia" \(en\)](#)
- [Belgrade Centre for Security Policy \(2022\) Partenaire \(in\)volontaire - analyse du discours sur la société civile dans la fonction de l'État captif \(sr\)](#)
- [Fondation Share, september 2021 "Total surveillance law proposed in Serbia" \(en\)](#)
- [Projet financé par la DDC "ACT - Pour une société civile active ensemble" \(2019 -2023\)](#)

dossier

Soufra cafétéria – un espace pour la société civile



La cafétéria Soufra est un espace pour la société civile et pour les femmes du camp de réfugiés de Burj el Barajneh au Liban. Cuisines sans frontières (Csf)

Le Liban souffre depuis plus de deux ans d'une crise économique et politique massive. Au printemps 2020, la pandémie de Covid s'est propagée et a gravement touché les habitant·e·s de tout le pays. S'en sont suivis la grave explosion dans le port de Beyrouth et les troubles sociopolitiques qui perdurent depuis. De plus, l'inflation (hausse des prix des denrées alimentaires de base, des médicaments, de l'essence, etc.) a atteint des taux alarmants depuis la guerre en Ukraine.

De toute évidence, ces événements récents mettent à rude épreuve des communautés qui étaient déjà dans des conditions précaires, telles que les personnes vivant dans le camp de réfugiés de Burj el Barajneh. Les tensions et les peurs augmentent, compromettant la santé mentale et le bien-être psychosocial des habitant·e·s du camps. Les femmes, en particulier, font état d'une recrudescence du harcèlement et de la violence, et ne se sentent plus en sécurité lorsqu'elles sortent le soir dans la rue.

C'est dans ce contexte que Cuisine sans frontières (Csf) a ouvert la cafétéria Soufra dans le camp Burj el Barajneh au sud de Beyrouth. C'est le premier et le seul endroit où les femmes

du camp peuvent se rencontrer en dehors de leurs conditions de logement restreintes. Les femmes du Soufra Catering qui est rattaché à la cafétéria de Csf y sont même employées. Toutefois, en raison de la crise persistante, le restaurant ne fonctionne pas comme prévu: La situation économique restreint la possibilité des femmes d'y acheter des repas. Actuellement, des événements subventionnés sont donc régulièrement organisés pour ces femmes et parfois pour leurs familles et des activités à bas coût sont proposées à différents groupes selon la cible et l'âge.

La cafétéria est louée à des ONG pour des ateliers et leur participant·e·s se ravitaillent au service de restauration de la cafétéria. Cette dernière est également fréquentée de temps à autre par une clientèle externe – par exemple lors d'un mariage ou d'un anniversaire célébré au camp.

Le camp Burj el Barajneh, qui existe depuis 1948, constitue une communauté à part entière au sein de la société libanaise, avec ses propres règles. Celles-ci sont en partie à l'avantage, mais aussi au détriment de ses membres et des organisations telles que Csf qui y travaillent. La législation libanaise et la composition du gouvernement ne donnent que très peu d'orientation ou de directives pour la mise en œuvre de projets dans le camp. La présence du gouvernement est minimale. Cette absence laisse un espace à l'engagement de la société civile – qui peut être saisi et maintenu. Cependant, la vie en communauté au sein du camp est régie par des règles et suit un modèle hiérarchique interne qui sont souvent difficilement discernable pour les personnes extérieures. Tout engagement de la société civile doit donc toujours être ancré au niveau local. Dans le cas de la cafétéria Soufra, c'est Mariam Shaar, la directrice d'une organisation partenaire locale, qui a su exactement quand et qui impliquer dans le développement du projet de la cafétéria Soufra. Elle a ainsi réussi à faire en sorte que cet espace d'accueil pour les femmes, un groupe vulnérable dans le camp, soit utilisé et maintenu.

[Cuisines sans frontières \(Csf\)](#)

Anna Hofmann

anna.hofmann@cuisinesansfrontieres.ch

Directrice

[links](#)

- [Cuisines sans frontières \(Csf\)](#)

dossier

Sortir de l'état de choc: que pouvons-nous faire?



Grève nationale du 28 avril 2021 à Bogotá, Colombie. Byron Jimenez/Unsplash

En Amérique latine, la marge de manœuvre de la société civile s'est de plus en plus réduite ces dernières années par voie d'intimidation, de harcèlement et de criminalisation. Les défenseur-e-s des droits humains et les journalistes sont exposé-e-s à des risques importants et fréquemment victimes de violences. Les États répondent aux manifestations par la répression et la violence policière. Les féministes, activistes indigènes, défenseur-e-s de l'environnement, responsables de mouvements de jeunesse et leaders syndicaux sont particulièrement en danger. Rien qu'en Colombie et au Brésil, des centaines d'activistes du domaine social ont été assassiné-e-s l'an dernier.

Durant la pandémie de Covid-19, les confinements ont contribué au renforcement des tendances antidémocratiques dans de nombreux pays du programme de terre des hommes schweiz. Les droits civils, dont la liberté de réunion, ont été mis sous l'étéignoir. Les tendances autoritaires ont pris de l'ampleur et les contrôles se sont insidieusement renforcés: de nombreux pays ont ainsi promulgué des lois imposant des contraintes bureaucratiques et administratives accrues aux ONG. Ces dernières requièrent un investissement en temps et énergie non négligeable. Les autorités ont également fait usage de campagnes de calomnie ciblées dans les médias afin d'intimider la société civile, les médias sociaux se révélant particulièrement efficaces à cet égard. Les membres des ONG sont qualifiés d'«activistes politiques à la solde de forces hostiles» ou d'«agents de l'ennemi». Si des manifestations sont en outre violemment réprimées, arrestations

massives à la clé, comme ce fut notamment le cas lors de la grève générale qui s'est poursuivie pendant de longs mois en Colombie l'an dernier, il se crée un climat de peur qui entrave l'engagement de la société civile.

Comment devons-nous adapter nos programmes?

Dans de telles conditions, il est essentiel que les ONG internationales se servent de leur réseau et de leur influence pour soutenir leurs organisations partenaires, exposées à d'importants risques de sécurité et aux intimidations. terre des hommes schweiz adapte ses programmes en mettant en place des fonds de soutien pour un conseil juridique d'urgence et en priorisant les formations continues en relation avec les plans de sécurité et les analyses de risques. Les programmes de soutien psychosocial prévus dans le cadre d'activités, notamment par des organisations oeuvrant au niveau communautaire sont importantes pour pallier à la paralysie, la peur, l'incertitude et l'incapacité d'agir. Durant des périodes d'instabilité et de menace pour les organisations de la société civile, il est plus important que jamais de privilégier les partenariats à long terme et le financement de base des organisations. La diffamation à l'encontre des ONG dans le discours public nous incite à investir davantage dans une communication claire et facilement accessible sur le rôle que la société civile doit jouer en tant que pilier essentiel d'une société démocratique pacifique. Les stratégies de diffamation et de délégitimation sont en effet mises en échec lorsqu'une large part du public comprend l'importance du travail des ONG. Il s'agit en l'occurrence davantage de créer proactivement un contre-narratif puissant que de réagir simplement aux attaques.

En tant qu'ONG internationales, il est essentiel que nous renforçons nos liens avec d'autres organisations opérant dans des contextes variés. Les analyses conjointes et les stratégies de plaidoyer coordonnées constituent des approches bénéfiques afin d'unir nos forces et de créer des possibilités d'action réalistes. Les plateformes telles que KOFF et les formats d'échange spécifiques aux pays qu'elle propose revêtent ici une importance stratégique.

[terre des hommes schweiz](#)

Andrea Zellhuber

andrea.zellhuber@terredeshommes.ch

Responsable thématique prévention de la violence

[links](#)

- [terre des hommes schweiz](#)
- [Americas - Civicus Monitor 2022](#)

pour aller plus loin

Plaidoyer – Un pont entre activistes et communauté internationale

L'activiste indonésien Septi Meidodga remet un rapport à Surya Deva, membre du groupe de travail de l'ONU sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales. Peace Brigades International (PBI) Suisse

Depuis quelques années, nous constatons avec préoccupation que l'espace de la société civile fait l'objet de croissantes restrictions dans de nombreux pays, tels qu'au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, en Colombie, au Mexique, au Kenya, ou encore en Indonésie. Les attaques contre les personnes défenseuses des droits humains se sont maintenues à un niveau alarmant, avec de nombreuses agressions, des campagnes de criminalisation et de diffamation et, dans le pire des cas, des assassinats. En 2021, 358 meurtres de personnes défenseuses des droits humains ont été enregistrés par Front Line Defenders, dont 138 en Colombie.

Cette situation critique fait du travail de plaidoyer mené par les ONG internationales de droits humains, telles que Peace Brigades International (PBI), une nécessité. En effet, ce travail vise à protéger et à étendre l'espace de la société civile en créant un pont entre les personnes défenseuses des droits humains et la communauté internationale.

Ainsi, PBI se réunit régulièrement avec des représentant-e-s de différents gouvernements et membres d'organisations internationales, telles que l'ONU, afin de les sensibiliser aux attaques dont font l'objet les activistes. PBI leur demande de prendre des actions concrètes face à ces agressions telles que des prises de positions publiques, des visites du corps diplomatique sur le terrain, ou encore l'établissement d'un dialogue avec les autorités locales. Par ce biais, la communauté internationale peut faire preuve de solidarité avec la société civile et faire pression sur les gouvernements locaux en exigeant que les personnes défenseuses de droits humains soient mieux protégées. À titre d'exemple, suite aux campagnes de plaidoyer d'organisations internationales, des expert-e-s de l'ONU ont rendu visite au défenseur guatémaltèque Bernardo Caal Xol en prison et ont dénoncé sa criminalisation à plusieurs reprises. L'activiste a récemment été libéré après plus de 4 ans de détention.

En outre, les ONG internationales peuvent également inviter des activistes à des tournées internationales pour que ceux et celles-ci puissent participer en personne à des forums internationaux et rencontrer des personnes représentantes de la communauté internationale.

Ce travail de plaidoyer contribue à attirer l'attention du public sur certaines crises graves en matière de droits humains, qui ne bénéficient pas toujours d'un grand écho médiatique. Il rappelle également à la communauté internationale sa responsabilité de promouvoir et défendre les droits humains en protégeant l'espace de la société civile. Enfin, il permet aux personnes défenseuses de droits humains de renforcer leur réseau de soutien en établissant des contacts directs avec les représentant-e-s de la communauté internationale.

Les ONG internationales qui s'efforcent par leurs activités de plaidoyer de pallier à la fermeture de l'espace de la société civile dans les pays où elles sont actives, sont, elles aussi, confrontées à des obstacles croissants dans leur travail. Depuis plusieurs années, elles dénoncent le sous-financement chronique du pilier de l'ONU dédié à la protection des droits humains, ainsi que l'impact des mesures sanitaires mises en œuvre dans le cadre de la pandémie de Covid-19. Cette situation a entraîné une réduction des possibilités de participation de la société civile au sein de conférences internationales stratégiques, telles que le Conseil des Droits de l'Homme à Genève qui est le principal organe intergouvernemental de l'ONU en charge de la protection et promotion des droits humains dans le monde.

Face aux pressions et attaques croissantes visant à rétrécir l'espace de la société civile, une réaction résolue et coordonnée des organisations de la société civile, en Suisse comme à l'international, est indispensable.

[Peace Brigades International \(PBI\) Suisse](#)

Kim-Mai Vu

kim-mai.vu@peacebrigades.ch

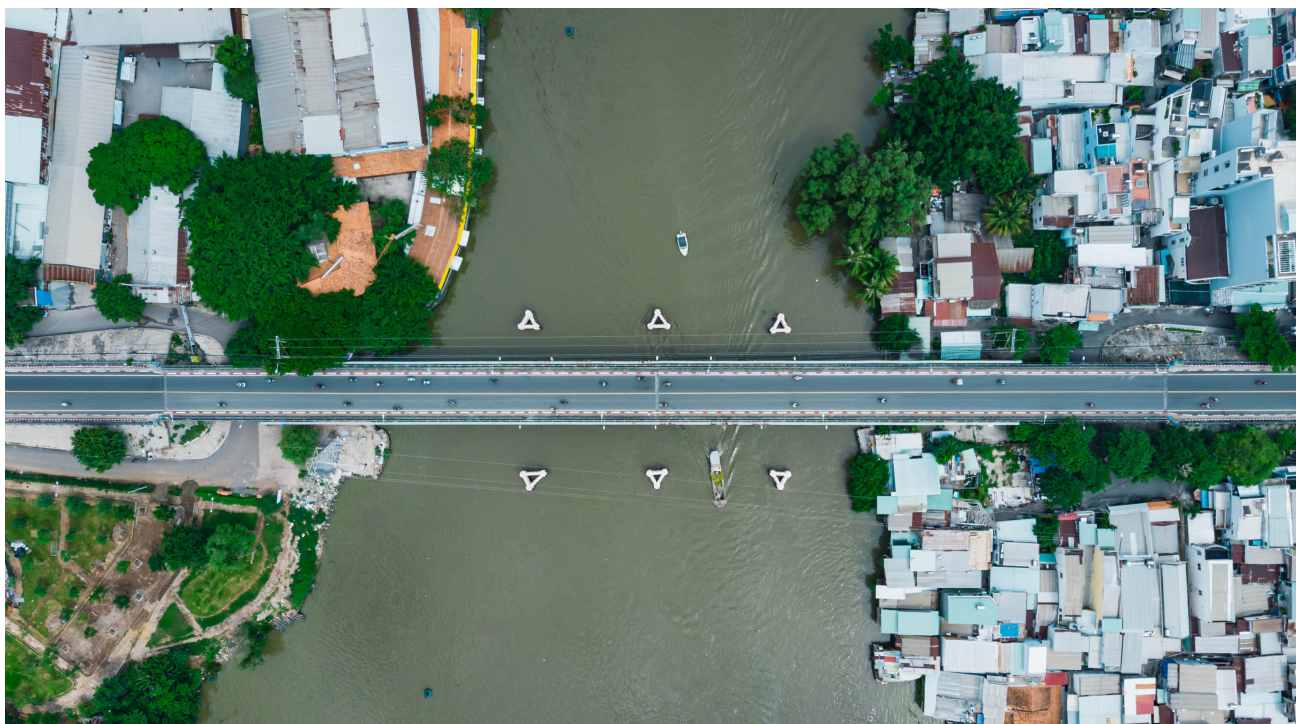
Coordinatrice plaidoyer

[links](#)

- [Peace Brigades International \(PBI\) Schweiz](#)
- [Analyse globale de Front Line Defenders](#)
- [Rapport de l'ONU "Guatemala: Stop treating indigenous human rights defenders like criminals" \(en\)](#)

actualité

Formez-vous avec un CAS en promotion de la paix!



Désireu-x-se de développer vos connaissances théoriques et pratiques dans votre domaine d'activité, à savoir la consolidation de la paix, le travail humanitaire, les relations internationales ou les affaires dans des contextes fragiles ? Vous souhaitez élargir votre réseau, échanger et apprendre de vos pairs de la promotion de la paix ? Nos programmes de formation continue ont lieu au centre culturel kHaus de Bâle ou sous forme virtuelle et sont dispensés en anglais par des expert-e-s de pointe.

- **Septembre 2022 – Octobre 2023:** «CAS RELIGION, PEACE & CONFLICT — The Certificate of Advanced Studies (CAS) Religion, Peace & Conflict explores different aspects of religion with regard to peace and conflict. The program looks at the roles religion may play in peace and conflict, the relation between religion and the state, trends of radicalization, and various case studies.»
- **Septembre 2022 – Octobre 2023:** «CAS PEACEBUILDING ESSENTIALS — The Certificate of Advanced Studies (CAS) Peacebuilding Essentials is designed for practitioners and academics interested in bridging their own experiences with current conceptual insights and practical knowledge on peacebuilding.»

[links](#)

- [Détails et inscription](#)

calendrier

Événements

NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Retrouvez les informations et événements relatifs à la plateforme KOFF et ses organisations membres sur notre [page web](#).

SYMPOSIUM D'EXPERTES ET TABLE RONDE PUBLIQUE

Femmes de Paix Autour du Monde

«**Demilitarisation And Disarmament: Feminist Perspectives On Peace Cultures And Genuine Security**»

23 – 24 juin 2022, 18.15 – 20.30 à l'Université de Berne

Cet événement avec des panélistes expertes et militantes d'Europe, du Kosovo, du Liban et d'Ukraine, portera sur la corrélation entre la guerre, l'économie et le climat, ainsi que sur l'impact du militarisme sur la psyché des gens. Les panélistes parleront des conflits et de la guerre sous l'angle du genre. La première édition du magazine «Feminists Connecting for Peace» dans lequel des activistes du réseau de Femmes de Paix Autour du Monde partagent leurs idées et leurs expériences sera lancée.

[Détails et inscription](#) (avant le 20 juin 2022)

«EXTRACTIVISM AND HUMAN RIGHTS: INDIGENOUS COMMUNITIES IN RESISTANCE IN GUATEMALA AND HONDURAS»

Réseau Guatemala Zurich, en collaboration avec le Forum Honduras Suisse, PBI Suisse et la Plataforma Internacional contra la Impunidad.

Jeudi 23 juin 2022, 19:00 heures à Hirschengraben 50, maison h50 8001 Zurich

Cet événement portera sur les conséquences négatives de l'exploitation des ressources naturelles sur les droits humains, avec des invité·e·s du Honduras et du Guatemala.

Le 23 juin à 18h30, un événement sur le même thème aura également lieu à Berne avec des défenseur·r·se·s des droits de l'homme du Guatemala et du Honduras, actuellement de visite en Suisse.

Conférenci·er·e·s :

- Rigoberto Juarez, représentant de la communauté indigène Q'anjob'al, Guatemala
- Dilma Consuelo Soto, défenseuse des droits de l'homme du peuple indigène Tolupán, Honduras
- Audely Gutiérrez Vásquez, défenseuse des droits de l'homme du peuple indigène Lenca, Honduras

[Détails et inscription](#)

FESTIVAL ILANZER SOMMER

Forum für Friedenskultur

7 – 13 août à Ilanz

Cet été, Ilanz sera à nouveau un lieu de dialogue et de rencontre. Du 7 au 13 août 2022, le deuxième été d'Ilanz aura lieu. Une trentaine d'événements sur le thème de la culture de la

paix seront organisés.

Programme

Ce PDF a été généré automatiquement.

Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF
Contact kHaus, Kasernenhof 8, 4058 Basel, Suisse
Tél.: +41 61 551 56 56
Rédaction Sanjally Jobarteh, Chiara Lanfranchi
Traduction Übersetzergruppe Zürich, Apostroph Group
Couverture CC BY-NC-SA 2.0 de Pascal Rey Photographies

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	mission 21
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	miva – transporte l'aide
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Organisation suisse d'aide
APRED	Graines de Paix	aux réfugiés
artasfoundation	Green Cross Suisse	Peace Brigades International
Baha'i	Groupe pour une Suisse sans ar-	Suisse
Brücke · Le pont	mée	Peace Watch Switzerland
cfid	HELVETAS Swiss Intercooperation	Quaker United Nations Office
Conseil suisse pour la paix	IAMANEH Suisse	Solidar Suisse
Croix-Rouge Suisse	ICP	SOS Village d'enfants
DCAF	Initiative de Lucerne pour la paix	Stiftung für Integrale
Eirene Suisse	et la sécurité (LIPS)	Friedensförderung
Femmes de Paix Autour du Monde	Interpeace	Swiss Academy for Development
Femmes pour la Paix Suisse	Ligue Suisse des femmes catho-	SWISSAID
Fondation Caux – Initiatives et	liques	Terre des Femmes Suisse
changement	medico international suisse	terre des hommes schweiz
	MIR Suisse	